

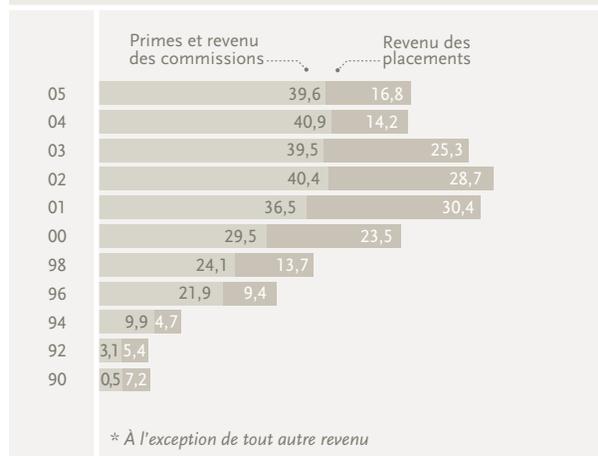
## Points saillants de l'exercice 05

Tableau 1 Garanties émises							
	2000	2001	2002	2003	2004	2005	EX.90-05
Nombre de garanties émises	53	66	59	59	55	62	773
Nombre de projets appuyés	37	46	33	37	35	33	486
Montant brut des nouvelles garanties émises (USD milliards)	1,6	2,0	1,2	1,4	1,1	1,2	14,0
Total des nouvelles garanties émises <sup>1</sup> (USD milliards)	1,9	2,2	1,4	1,4	1,1	1,2	14,7
Engagements bruts <sup>2</sup> (USD milliards)	4,4	5,2	5,3	5,1	5,2	5,1	–
Engagements nets <sup>2</sup> (USD milliards)	2,8	3,2	3,2	3,2	3,3	3,1	–

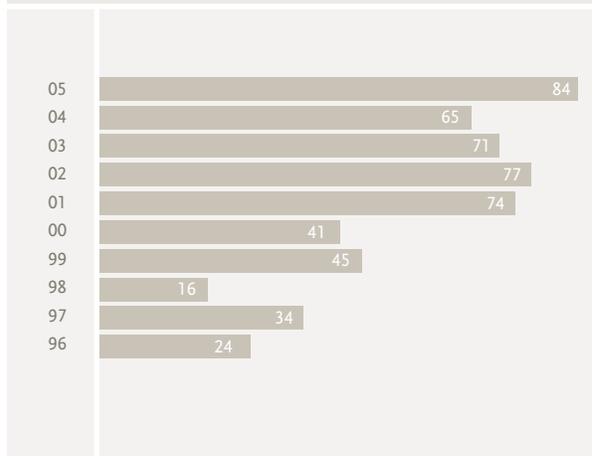
<sup>1</sup> Y compris les montants mobilisés grâce au Programme conjoint de garanties (CUP).

<sup>2</sup> Les engagements bruts correspondent au plafond d'engagement. Les engagements nets correspondent aux engagements bruts, minorés des opérations de réassurance.

**Figure 1 Primes acquises et revenu des commissions et des placements\*, en millions de dollars**



**Figure 2 Activités d'assistance technique, nombre**



### Pays membres

Les Maldives ont adhéré à la MIGA durant l'exercice 05, portant à 165 le nombre des pays membres de l'Agence.

Note : Tous les montants en dollars figurant dans le présent Rapport annuel sont exprimés en dollars courants des États-Unis Sauf indication contraire.

### Couverture assurée dans les domaines prioritaires<sup>1</sup>

- 20 projets dans des marchés pionniers
- 12 projets dans des pays en proie à un conflit
- 7 projets d'infrastructure
- 4 investissements sud-sud<sup>2</sup>

### Faits marquants

- 20 projets de garantie et 20 projets d'assistance technique dans des pays admis à emprunter à l'IDA<sup>3</sup>
- Huit nouveaux projets de garantie et 11 projets d'assistance technique dans des pays d'Afrique subsaharienne
- Première opération de garantie au profit d'investisseurs libanais et indiens
- Six nouveaux pays d'accueil : Biélorussie, Burkina Faso, Lettonie, Rép. démocratique du Congo, RDP lao et Thaïlande
- Appui à trois projets de gestion des déchets, les premières opérations de l'Agence dans ce sous-secteur
- Lancement d'un mécanisme de garantie des investissements pour l'Afghanistan, en partenariat avec la République islamique d'Afghanistan, la Banque asiatique de développement, le Gouvernement britannique et l'IDA
- Mise en œuvre de 84 activités d'assistance technique dans 33 pays et de plusieurs initiatives régionales et mondiales
- Mise en place d'un partenariat de fonds fiduciaire de 4,5 millions d'euros avec l'Agence européenne pour la reconstruction à l'appui d'activités d'assistance technique dans les Balkans
- Lancement de programmes d'évaluation des entreprises en Afghanistan, en Afrique, dans les Balkans et en Chine

### Partenariats

- Contrats de réassurance facultative fournis à la MIGA par d'autres assureurs : 353 millions de dollars pour 11 projets ; et fournis par la MIGA : 3,6 millions de dollars pour un projet
- Programme conjoint de garanties : 6,8 millions de dollars placés sur le marché
- Dans le cadre du programme mis en place pour attirer les investisseurs européens dans les Balkans (European Investor Outreach Program), collaboration avec des organismes de promotion des investissements à l'ouest des Balkans et avec des partenaires de développement de pays désireux d'investir dans la région

### Coopération avec les autres institutions du Groupe de la Banque mondiale

- Collaboration avec la Banque mondiale dans le cadre de son programme de garanties à l'appui du projet de gazoduc en Afrique de l'Ouest (Ghana), du projet de titrisation des prêts hypothécaires (Lettonie), ainsi que des projets d'électricité d'Umeme (Ouganda) et de Nam Theun 2 (RDP lao/Thaïlande)
- Coordination avec le Service-conseil pour l'investissement étranger (FIAS) en Éthiopie, à Fidji, en Azerbaïdjan, au Tadjikistan, en Chine, au Pérou, au Bangladesh et au plan mondial, dans le cadre d'une série d'études de cas sur la promotion des investissements
- Collaboration avec la Banque mondiale pour faire connaître les opportunités commerciales qui s'offrent au secteur privé en Afghanistan et dans le cadre du projet de pôle de développement des exportations (« Gateway ») en Gambie
- Réalisation d'études conjointes avec la Société financière internationale (SFI) dans le cadre de projets d'assistance technique à Panama et au Maroc
- Participation à divers forums de la Banque mondiale, notamment le Forum pour le développement du secteur privé en Amérique latine, le Forum annuel sur le partage des connaissances dans la région Europe et Asie centrale, et co-organisation du Forum sur l'Afrique qui s'est tenu en Afrique du Sud

### Indemnisation et médiation

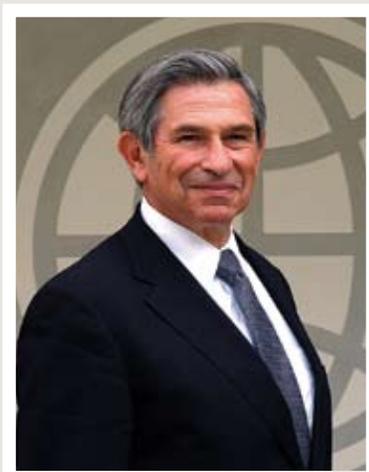
- Versement de deux indemnités, d'un montant total de 1,54 million de dollars, en dédommagement de sinistres en Argentine et au Népal

<sup>1</sup> Certains projets portent sur plusieurs domaines prioritaires.

<sup>2</sup> Investissements effectués par un pays en développement dans un autre pays en développement.

<sup>3</sup> L'Association internationale de développement (IDA), affiliée au Groupe de la Banque mondiale, aide les pays les plus pauvres à lutter contre la pauvreté en leur accordant des « crédits » — sans intérêt — et des dons.

## Lettre du Président au Conseil des Gouverneurs



Le présent Rapport annuel rend compte des réalisations de l'Agence multilatérale de garantie des investissements durant la dernière année du mandat de mon illustre prédécesseur, Jim Wolfensohn. C'est une énorme responsabilité que la charge de diriger une institution aussi prestigieuse, et je suis reconnaissant à Jim d'avoir tant fait pour lui donner un nouveau souffle au cours des dix dernières années.

L'œuvre accomplie par le Groupe de la Banque mondiale et ses partenaires de développement est considérable, mais il reste encore beaucoup à faire. Le Sommet du G-8 qui s'est tenu à Gleneagles au début du nouvel exercice a opportunément souligné les enjeux du développement, en particulier en Afrique. En réaffirmant le rôle essentiel qui revient à la Banque mondiale dans de nombreux domaines du développement, les participants au Sommet nous ont confié une charge encore plus lourde.

Nous tournant vers l'avenir, il nous faut maintenir un équilibre entre les différentes priorités de développement. Nous devons tout d'abord prêter spécialement attention aux besoins des plus démunis dans les pays les plus pauvres de la planète. Dans le même temps, la Banque mondiale a toujours un rôle à jouer dans les pays en développement en pleine expansion, ceux dits « à

revenu intermédiaire » alors qu'ils comptent encore des centaines de millions d'habitants vivant dans le plus complet dénuement. Enfin, de par son statut d'institution multilatérale de développement, la Banque mondiale est particulièrement à même de contribuer à la recherche de solutions aux problèmes concernant le « patrimoine commun de l'humanité », qu'il s'agisse de promouvoir des sources d'énergie viables ou d'atténuer les effets des crises sanitaires mondiales.

La MIGA, pour sa part, a affiché de solides résultats durant l'exercice grâce à ses activités d'assurance d'investissements, de médiation de différends et d'assistance technique. L'Agence a émis 62 garanties d'un montant total de 1,2 milliard de dollars pour 33 nouveaux projets.

Dans l'accomplissement de toutes ces tâches, la Banque sait qu'elle peut compter sur des collaborateurs aux compétences et au dévouement exceptionnels. C'est un honneur et un privilège que de travailler avec eux au quotidien.

Paul D. Wolfowitz  
30 juin 2005

## Faits marquants des activités du Conseil

Un Conseil des Gouverneurs et un Conseil d'administration, représentant 165 pays membres, guident les programmes et activités de l'Agence multilatérale de garantie des investissements. Chaque pays nomme un Gouverneur et un Gouverneur suppléant. Le Conseil des Gouverneurs est investi de tous les pouvoirs de la MIGA, mais il en délègue la majeure partie aux 24 Administrateurs. Le droit de vote est pondéré en fonction de la participation au capital de l'Agence du pays ou du groupe de pays que chaque Administrateur représente. Les Administrateurs se réunissent régulièrement au siège du Groupe de la Banque mondiale à Washington pour examiner tous les projets d'investissement, prendre les décisions nécessaires en la matière et superviser la gestion générale de l'institution.

Les Administrateurs sont aussi membres d'au moins un des cinq comités permanents qui aident le Conseil à s'acquitter de sa mission de supervision en procédant à des examens approfondis des politiques et procédures. Le Comité d'audit fournit des conseils aux Administrateurs sur la gestion financière et d'autres questions de gouvernance pour faciliter les décisions du Conseil sur les questions relatives à la politique financière et au contrôle financier. Le Comité du budget examine certains aspects des procédures, les directives administratives, les normes et les questions budgétaires qui ont un impact significatif sur l'efficacité en terme de coûts des opérations du Groupe de la Banque. Le Comité pour l'efficacité du développement offre aux Administrateurs des conseils ayant trait à l'évaluation des opérations et à l'efficacité du développement dans le but

de suivre les progrès accomplis par la MIGA au plan de la réduction de la pauvreté. Le Comité du personnel examine les questions de rémunération et autres aspects importants de la politique du personnel, et fournit des conseils aux Administrateurs dans ce domaine. Les Administrateurs sont aussi membres du Comité de la gouvernance et des questions administratives concernant les Administrateurs (COGAM).

Au cours de l'exercice 05, le Conseil d'administration de la MIGA a passé en revue et approuvé des garanties d'investissement pour 37 projets. Le Conseil a également examiné et supervisé le processus de planification et d'établissement du budget de la MIGA pour le prochain exercice budgétaire. Les Administrateurs ont approuvé le document de stratégie de la MIGA pour la période couverte par les exercices 05-08 (voir le message du Vice-président exécutif) et entériné, avec le Conseil des Gouverneurs, l'Examen des activités de l'Agence pour les exercices 00-04. Une nouvelle méthode de constitution des provisions de l'Agence a également été adoptée par le Conseil d'administration. Lors des Assemblées annuelles 2004, le Conseil des Gouverneurs a approuvé par ailleurs un mécanisme destiné à maintenir la parité du nombre de voix entre les pays de la Catégorie 1 et ceux de la Catégorie 2. Enfin, les Administrateurs ont analysé l'Examen 2004 de l'efficacité du développement de la MIGA et approuvé le Rapport annuel 2005, deux documents établis par l'Unité de l'évaluation des opérations qui est chargée d'évaluer en toute indépendance les activités de l'Agence.



Directoria Conseil d'administration de la MIGA, au 30 juin 2005

*Debout, de gauche à droite : Robert Holland\*, Herwidayatmo, Pietro Veglio, Eckhard Deutscher, Mathias Sinamenye, Thomas John Austin, Tom Scholar, Chander Mohan Vasudev, Thorsteinn Ingolfsson, Sid Ahmed Dib, Yahya A. M. Alyahya, Nuno Mota Pinto\*, Otaviano Canuto, Pierre Duquesne, Paulo Fernando Gomes, Gino Pierre Alzetta, Gobind Ganga\*, Alexey G. Kvasov, Luis Martí*

*Assis, de gauche à droite : Mahdy Ismail Aljazzaf, Jiayi Zou, Jaime Quijandria, Yoshio Okubo, Adrianus P.W. Melkert*

*Absent : Biagio Bossone, Marcel Massé*

*\* Suppléant*

## Message du Vice-président exécutif



L'exercice 05 a marqué une année importante, tant du point de vue du montant des investissements étrangers directs réalisés dans le monde en développement que de l'action menée par la MIGA pour atténuer les risques et apporter une valeur ajoutée maximale aux investisseurs étrangers et aux pays d'accueil.

À l'échelle mondiale, les investisseurs se sont de nouveau montrés disposés à investir à l'étranger et on a assisté, pour la première fois en trois ans, à la reprise des investissements étrangers directs dans les pays en développement. Les IED ont ainsi atteint 165 milliards de dollars en 2004. Cet intérêt a cependant été tempéré par les inquiétudes que continuent de susciter les risques politiques. Si l'on considère l'évolution du marché de l'assurance contre le risque politique, on constate en effet que la capacité d'assurance a augmenté, mais que la faible tolérance au risque des opérateurs d'assurances a pesé sur la participation dans certains pays ou secteurs. Ces problèmes ont mis en lumière le rôle important que continue de jouer la MIGA pour promouvoir les IED là où ils sont le plus nécessaires.

L'exercice écoulé a également été important pour l'institution, qui a apporté des modifications considérables à son fonctionnement interne afin de renforcer son impact sur le développement et d'apporter une plus forte valeur ajoutée aux actionnaires et aux clients. L'Agence s'est sensiblement transformée en mettant en place un nouveau modèle d'activité et en se dotant d'une nouvelle stratégie opérationnelle.

Le nouveau modèle d'activité de la MIGA est centré sur la spécificité de l'Agence, une institution multilatérale

ayant vocation à atténuer les risques, et tire parti de la structure de gouvernance de l'Agence pour appuyer les investissements qui contribuent le plus au développement et pour compléter les activités des autres opérateurs. Cela signifie qu'elle intervient plus particulièrement là où les entités publiques ou privées ne peuvent être aussi utiles, comme les marchés à haut risque et d'autres domaines dans lesquels la MIGA dispose d'un avantage comparatif spécifique.

Ce modèle d'activité s'articule autour de trois éléments principaux qui se renforcent mutuellement pour former une stratégie intégrée : un plan marketing dynamique et des produits complémentaires ; un cadre intégré de gestion des risques ; et une collaboration renforcée avec les autres institutions du Groupe de la Banque mondiale.

Le fait est que le resserrement de notre coopération avec les autres institutions du Groupe commence à porter ses fruits, comme en témoignent les différents projets très remarquables auxquels nous avons participé conjointement durant l'exercice écoulé. Nous espérons bien voir ce qui n'est encore que l'amorce d'une approche plus intégrée du développement devenir un trait de plus en plus caractéristique de nos méthodes de travail.

Dans la même logique, nous avons également regroupé les services opérationnels — opérations de garantie et activités d'assistance technique — en un seul et même département Opérations, placé sous la responsabilité d'un directeur. Ce regroupement est motivé par le constat suivant : il faut plus qu'une simple assurance contre le risque politique pour attirer et retenir des IED. La MIGA doit présenter aux pays clients une offre de produits intégrés qui les aident à faire face aux risques inhérents à un investissement et aux facteurs connexes.

En parallèle, nous avons révisé notre stratégie opérationnelle pour la recentrer sur ce qui fait notre principale force sur le marché, à savoir notre aptitude à attirer les investisseurs et les assureurs privés dans des environnements difficiles. La nouvelle stratégie porte plus particulièrement sur les domaines où notre contribution peut être le plus déterminante :

- **Le développement des infrastructures** occupe un rang de priorité élevé dans la stratégie de la MIGA. On estime en effet à 230 milliards de dollars par an le montant des investissements nécessaires ne serait-ce que pour faire face à l'expansion rapide des centres urbains et aux besoins des populations rurales mal desservies des pays en développement.

- **Les marchés pionniers** — c'est-à-dire les marchés ou les pays présentant un risque élevé et/ou à faible revenu — sont à la fois un défi et une source d'opportunités pour l'Agence. Ce sont les marchés qui ont le plus besoin, et le plus à gagner, des investissements étrangers, mais qui attirent peu les opérateurs privés.
- **Les investissements dans les pays touchés par un conflit sont une autre priorité opérationnelle de l'Agence.** Alors que ces pays attirent généralement la générosité des bailleurs de fonds une fois le conflit terminé, les apports d'aide finissent par se tarir, d'où l'importance des investissements privés pour la reconstruction et la croissance. Les investisseurs étant nombreux à s'inquiéter des risques potentiels, l'assurance contre le risque politique est un facteur déterminant pour les attirer.
- **Les investissements sud-sud** (de pays en développement dans d'autres pays en développement) représentent une plus grande part des flux d'IED. Mais le marché de l'assurance privée n'est pas suffisamment développé dans ces pays ou les organismes nationaux de crédit à l'exportation n'ont pas les moyens ni les capacités nécessaires pour offrir une assurance contre le risque politique.

La MIGA dispose d'avantages comparatifs dans tous ces domaines ; elle offre une gamme exceptionnelle de produits, elle sait redonner confiance aux milieux d'affaires, et elle entretient des liens de collaboration avec les opérateurs publics et privés du marché de l'assurance pour accroître l'offre d'assurance aux entreprises.

Tous ces changements sont reflétés dans les résultats opérationnels pour l'exercice 05. Durant l'exercice, le montant des garanties émises a atteint 1,2 milliard de dollars, ce qui, pour la première fois depuis l'exercice 01, traduit une augmentation, si modeste soit-elle. À la fin de l'exercice, cinq lettres d'engagement représentant une couverture totale supplémentaire de 123,2 millions de dollars avaient été émises. Un grand nombre de contrats portent sur les domaines d'intervention prioritaires : 20 concernent des projets dans des marchés pionniers, quatre appuient des investissements sud-sud, 12 ont trait à des projets dans des pays touchés par un conflit, et sept se rapportent à des investissements dans l'infrastructure.

Les activités de la MIGA dans le domaine de l'assistance technique ont également donné de bons résultats.

Durant l'exercice écoulé, l'Agence a mené à bien 84 missions d'assistance technique dans 33 pays, ainsi que plusieurs initiatives de portée régionale ou mondiale, notamment des programmes d'évaluation comparative des entreprises en Afrique, en Afghanistan, dans les Balkans et en Chine. Nos activités d'assistance technique complètent les travaux de la Banque et de la SFI, avec lesquelles nous avons collaboré sur de nombreux fronts, notamment pour réaliser des études de cas conjointes sur la promotion des investissements et faire connaître les opportunités commerciales qui s'offrent au secteur privé en Afghanistan et en Gambie.

Dans le domaine de la médiation, la MIGA a mené à terme l'instruction et le règlement de 49 demandes d'indemnisation introduites à la suite des mesures d'expropriation prises par le gouvernement de Mengistu il y a plus de 30 ans en Éthiopie. Le règlement de ces demandes introduites de longue date par des investisseurs étrangers devrait inciter à investir davantage en Éthiopie. L'Agence a également entrepris d'instruire plus d'une douzaine de différends relatifs à des investissements concernant des clients durant l'exercice, et elle a réglé deux demandes d'indemnisation.

Au cours de l'exercice 05, la MIGA a également dressé un bilan de ses activités sur cinq ans, bilan qui a été entériné par le Conseil d'administration et soumis pour approbation au Conseil des Gouverneurs de l'Agence.

Considérant l'avenir, je me félicite des perspectives offertes par le prochain exercice. Certaines des nouvelles initiatives en chantier, comme le mécanisme de garantie post-conflit pour l'Afrique et le nouveau programme d'appui aux investissements de petite ou moyenne envergure, sont riches de promesses pour attirer des investissements essentiels dans des marchés non traditionnels.

Enfin, je tiens à saisir cette occasion pour remercier les Administrateurs de l'appui qu'ils n'ont cessé d'apporter à l'élaboration de notre stratégie au cours de l'exercice écoulé. En outre, je voudrais exprimer ma gratitude au président sortant du Groupe de la Banque mondiale, James D. Wolfensohn, pour l'action ouverte sur l'avenir qu'il a menée à la tête de la MIGA durant l'exercice, et souhaiter la bienvenue à son successeur, Président Paul Wolfowitz.

Yukiko Omura  
30 juin 2005

# Équipe de direction de la MIGA



**Moïna Varkie**  
Directeur  
Actions d'information  
et partenariats extérieurs

**Luis Dodero**  
Conseiller juridique  
et Vice-président  
Affaires juridiques  
et indemnisations

**Frank Lysy**  
Économiste en chef  
et Directeur  
Économie et politique  
générale

**Amédée Prouvost**  
Directeur  
et Directeur financier

**Yukiko Omura**  
Vice-président exécutif

**Marcus Williams**  
Conseiller  
Stratégie et opérations

**Tessie San Martin**  
Directeur  
Opérations

**W. Paatii Ofosu-Amaah**  
Vice-président  
et Secrétaire

**Aysegul Akin-Karasapan**  
Directeur  
Unité de l'évaluation  
des opérations

## La MIGA et les marchés pionniers

Attirer de nouveaux investissements dans un pays qui se caractérise par un revenu faible et un niveau de risque élevé n'est pas chose facile. Les investisseurs privés, mus par la recherche du profit, hésitent, ce qui est compréhensible, à investir dans des pays où les infrastructures sont de qualité douteuse ou n'existent pas; où les lois régissant les contrats et la propriété foncière sont mal définies ; et où le déroulement de transactions financières relativement simples, comme l'obtention d'une ligne de crédit commercial libellée en monnaie nationale, peut tourner au cauchemar. Et dans les pays qui sortent d'un conflit, la moindre tentative visant à redynamiser les entreprises et l'investissement prend l'allure d'une tâche quasiment insurmontable.

Les deux exemples de réussite exposés ci-après montrent pourtant que le jeu en vaut la chandelle. Le Mozambique, par exemple, qui a attiré 337 millions de dollars d'IED en 2003, a vu ses chiffres de pauvreté diminuer globalement de 16 % depuis la fin du conflit en 1997, un résultat attribuable en grande partie à l'afflux massif de capitaux étrangers pour financer le projet de fonderie d'aluminium de Mozal. C'est parce que le succès du projet a poussé d'autres opérateurs à investir dans ce pays pauvre, qui ne s'était pas encore totalement remis d'une guerre civile dévastatrice, que les perspectives ouvertes au pays sont aujourd'hui plus encourageantes.

### Pourquoi le monde en développement a besoin d'investissements étrangers

Théoriciens et personnalités représentatives de différents domaines du développement s'accordent depuis peu à reconnaître qu'il est essentiel d'attirer de nouveaux investissements privés durables pour améliorer la qualité de vie de tous les citoyens, y compris les plus pauvres, des pays émergents. Ils ont établi que croissance économique et réduction de la pauvreté, de même que apports accrus d'IED et amélioration des économies nationales, sont inextricablement liés.

Au-delà de l'aide des donateurs et des investissements publics, les opérateurs privés peuvent contribuer de manière décisive à faire reculer la pauvreté, en construisant des routes, par exemple, ou en fournissant de l'eau salubre et de l'électricité, et, par-dessus tout, en créant des emplois. Ce faisant, le secteur privé peut favoriser la croissance et permettre aux gouvernants



de dégager des ressources pour répondre aux besoins sociaux les plus pressants.

Les flux d'IED vers le monde en développement ont représenté 165 milliards de dollars en 2004, soit près de 13 milliards de plus que l'année précédente. C'est une bonne nouvelle, mais à regarder les chiffres de plus près, on constate que les pays qui bénéficient de ces flux sont relativement peu nombreux par rapport au nombre total de pays en développement. Les pays ou les régions infranationales relativement plus stables, comme le couloir industriel du littoral chinois, se taillent la part du lion, alors que d'autres ne suscitent guère l'intérêt des investisseurs. Il convient toutefois de noter que même si les IED sont concentrés dans une poignée de pays, les investissements à destination des autres pays en développement procurent des avantages substantiels si l'on considère le ratio IED-PIB.

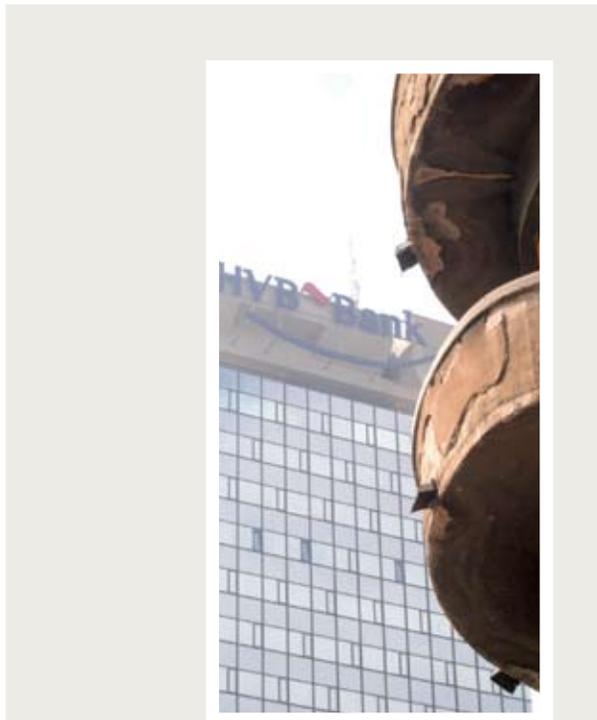


## Les pays pionniers sont ceux qui ont le plus à gagner

Les pays pionniers sont définis comme des pays présentant un risque élevé et/ou disposant d'un revenu faible<sup>4</sup>. Ces marchés sont ceux qui ont le plus besoin et le plus à gagner des investissements étrangers, mais ils rebutent le plus souvent les investisseurs et n'attirent donc guère d'entreprises étrangères. Il est également rare que les autres assureurs soient prêts à y garantir des investissements.

Ces pays ou régions infranationales attirent souvent peu les entreprises qui commencent à peine à découvrir les opportunités commerciales offertes par le monde en développement et les moyens qui existent pour atténuer les risques qu'elles perçoivent. Les marchés pionniers se trouvent généralement dans des pays à faible revenu, où les entreprises jugent très risqué d'opérer et où les informations concernant les possibilités d'investissement existantes ne sont pas immédiatement disponibles. Dans cette catégorie, les pays sortant d'une guerre ou d'un conflit constituent un sous-groupe souvent perçu comme présentant un risque supplémentaire par les investisseurs ; ceux-ci sont en effet influencés par l'image négative donnée de ces pays par les médias pendant des années à cause du conflit.

Et c'est précisément là que peut intervenir la MIGA. Grâce à son programme de garantie des investissements, l'Agence est particulièrement bien placée pour favoriser l'investissement privé, qui est un puissant moteur de développement, et présenter des arguments de poids pour convaincre les opérateurs qu'investir dans ces pays est rentable. On comprend désormais que mettre à profit les opportunités commerciales tout en contribuant au développement est le meilleur moyen d'améliorer à terme la qualité de vie des milliards de ceux qui vivent actuellement dans la pauvreté.



## La MIGA dans les marchés pionniers

Le rôle de la MIGA est complexe, car améliorer les perspectives économiques des pays pauvres et accroître le revenu des pauvres est une tâche ardue. L'offre par la MIGA d'une assurance contre le risque politique est souvent le facteur qui décide un investisseur privé à donner suite à un projet d'envergure. Les activités d'assistance technique de la MIGA et la diffusion par l'Agence d'informations relatives aux investissements auprès des entreprises privées et des responsables publics aident à accroître les chances que les projets procurent des avantages aux entreprises comme aux populations locales.

La MIGA privilégie les projets et activités qui contribuent à la stratégie globale du Groupe de la Banque mondiale. Autrement dit, elle collabore étroitement avec la Banque, les investisseurs et les gouvernements des pays d'accueil pour repérer les projets et programmes qui cadrent avec les stratégies d'aide-pays et les stratégies régionales de la Banque mondiale. Cela signifie également qu'elle s'intéresse aux pays fermement résolus à améliorer le climat de l'investissement, une considération déterminante du processus de sélection du site.

## Rendre les marchés pionniers plus attrayants

Parce qu'elle est tournée vers l'extérieur, la MIGA peut aussi mieux faire comprendre à la communauté du développement ce que recherchent les investisseurs qui s'emploient à trouver de nouveaux sites pour développer leur activité. Les entreprises veulent s'implanter dans des pays dotés d'institutions solides, d'un environnement politique et macroéconomique stable, d'un cadre juridique et réglementaire transparent et non discriminatoire, et où les formalités administratives et les procédures institutionnelles sont simples.

Elles recherchent des sites réunissant les conditions qui se prêtent à une activité commerciale viable — un cadre économique et social solide, un marché d'envergure en expansion, un système de communication performant, une main-d'œuvre qualifiée, des fournisseurs locaux efficaces et des mesures incitatives attrayantes. Les pays pionniers ne présentent parfois aucune de ces caractéristiques ou seulement quelques-unes.

Qui plus est, les investisseurs n'ont souvent même pas connaissance des possibilités d'investissement qu'offrent les pays en développement, à plus forte raison les pays considérés comme « pionniers ».

<sup>4</sup> La MIGA utilise la définition des pays pionniers de la SFI qui considère à risque élevé les pays dont la notation de crédit par Institutional Investor est inférieure ou égale à 30. Les pays à faible revenu sont classés comme tels par la Banque mondiale sur la base du revenu national brut par habitant calculé selon la méthode de l'Atlas de la Banque mondiale.

## Rassurer les investisseurs en les assurant contre le risque politique

L'assurance contre le risque politique est au cœur de l'offre de produits de l'Agence. Les garanties accordées aux investisseurs et aux prêteurs couvrent les risques d'expropriation, de rupture de contrat, de restrictions sur les transferts, ainsi que de guerre et de troubles. Les garanties de la MIGA renforcent la confiance des investisseurs et peuvent avoir pour effet de minorer le coût des emprunts et, au bout du compte, le coût global du projet. La MIGA, en couvrant le risque d'expropriation, atténue également le risque associé aux collectivités territoriales, qui est un obstacle majeur à l'accroissement des investissements privés dans le secteur clé des infrastructures.

Durant l'exercice 05, la MIGA a émis des garanties à l'appui de 20 projets dans 11 pays pionniers.

## Des solutions adaptées aux besoins des pays se relevant de la guerre

L'aide des donateurs ne suffit pas à elle seule à financer la reconstruction d'un pays au sortir de la guerre. La participation du secteur privé est essentielle pour jeter les nouveaux fondements d'une croissance durable, qu'il s'agisse de remettre en état les infrastructures qui conditionnent la reprise de la production ou de créer des emplois. La MIGA offre tout à la fois des garanties, qui permettent d'atténuer les risques politiques très réels auxquels s'exposent les opérateurs privés lorsqu'ils investissent dans ces pays, et des services d'assistance technique, qui aident les responsables gouvernementaux à faire connaître aux opérateurs les possibilités d'investissement dans leur pays et à créer des conditions propices à l'investissement. La mise au point de solutions adaptées aux besoins de chaque client a été entreprise en collaboration avec les autres institutions membres du Groupe de la Banque mondiale pour répondre aux besoins spécifiques des pays en difficulté. Ainsi, l'une des solutions



actuellement envisagées par la MIGA est d'aménager un parc industriel dans les pays touchés par un conflit, où le contexte global de l'action des pouvoirs publics et les conditions de sécurité sont très précaires.

Deux exemples en particulier illustrent le profond impact que peut avoir la MIGA sur le long terme lorsqu'il s'agit de remettre sur pied des pays pionniers sortant d'un conflit. Ces deux exemples concernent l'appui fourni par l'Agence à des investissements en Bosnie-Herzégovine, d'une part, et au Mozambique, d'autre part.

## Bosnie : Des « économies cachées sous le matelas » à des prêts hypothécaires, histoire d'une réussite bancaire

Le secteur bancaire est un élément essentiel de la santé nationale. Après les infrastructures matérielles, l'une des premières choses que l'équipe d'une entreprise chargée de sélectionner un site prend en compte lorsqu'elle pèse les différents choix possibles est le cadre financier d'un pays. Les sociétés en quête d'un bon emplacement ne veulent pas investir là où l'accomplissement de transactions bancaires courantes relève du parcours du combattant.

À la fin de la guerre, en 1995, la Bosnie comptait peu de banques. Celles qui y opéraient — pour la plupart de petites entreprises détenues par des capitaux nationaux — prélevaient des taux d'intérêt très élevés sur les prêts, privant ainsi le citoyen moyen de quasiment tout accès au crédit. En outre, comme les prêts devaient être co-signés par plusieurs garants, nombreux étaient ceux qui renonçaient tout bonnement à emprunter. La difficulté à obtenir des prêts et le coût élevé du crédit décourageaient également de nombreux entrepreneurs potentiels, ajoutant encore aux difficultés économiques que connaissait le pays après la guerre.

La mauvaise gestion des banques et le vol pur et simple par des employés corrompus étaient pratique courante. Certains établissements criblés de dettes liées à la guerre se sont finalement effondrés, emportant avec eux toutes les économies de leurs clients. Doutant de la sûreté des institutions, nombre de citoyens préféraient plutôt garder leurs économies chez eux, sous leur matelas ou dans d'autres cachettes traditionnelles. Dans les années qui ont suivi la guerre, des dizaines de nouvelles banques ont vu le jour dans un environnement caractérisé par des exigences minimales en matière de fonds propres et de réglementation prudentielle. Le secteur bancaire — indispensable au bon fonctionnement de l'économie — était en crise.

Ce secteur est aujourd'hui transformé. L'activité apportée par des banques étrangères, qui ont acheté des établissements détenus par des actionnaires locaux ou en ont créé de nouveaux, a donné une nouvelle vie et un avantage concurrentiel à un secteur moribond, en stimulant toute une gamme de nouvelles activités économiques et de consommation.

« La transformation du secteur bancaire a été tout à fait remarquable. Je me souviens de la situation qui prévalait en 1997. Il y avait alors quatre monnaies en circulation, 76 banques, dont aucune n'opérait sur l'ensemble du territoire national, et trois systèmes bancaires qui n'étaient pas utilisés par les citoyens », explique Peter Nicholl, ancien gouverneur de la banque centrale.

Ce bouleversement du paysage bancaire est en partie la conséquence de la création, en 1997, d'une nouvelle banque centrale, conformément aux dispositions de l'accord de paix de Dayton, qui établissait des normes strictes de fonds propres et de réglementation. La mise en place en parallèle d'une nouvelle législation qui appelait à privatiser toutes les banques a également contribué à ouvrir la voie à l'entrée des banques étrangères.

Mais la réforme du secteur bancaire n'explique pas tout. Les banques étrangères tendent à financer leur expansion par des emprunts auprès de la banque mère, et elles ne partagent généralement pas le goût du risque de leurs compétiteurs locaux. C'est pourquoi elles cherchent le plus souvent à se couvrir contre le risque politique. En fait, trois des quatre banques les plus importantes du pays en termes de part de marché sont assurées par la MIGA contre le risque politique. Ces banques reconnaissent que la couverture de l'Agence a été un facteur déterminant dans la décision des banques mères de leur accorder des prêts.

L'impact des banques étrangères sur le paysage bancaire national a été des plus bénéfiques au plan commercial et du point de vue du développement. Les banques étrangères ont favorisé la baisse des taux d'intérêt, renforcé la confiance des consommateurs dans le système bancaire, appliqué une approche marketing plus dynamique en offrant un large éventail de services, introduit de nouveaux instruments, comme le crédit-bail, et apporté de nouvelles méthodes de travail qui mettent l'emprunt à la portée du citoyen ordinaire et pas seulement des personnes ayant des relations.



Les taux d'intérêt, qui se situaient aux alentours de 30 % en 2000, atteignent aujourd'hui 9 % en moyenne. Les banques étrangères ont élargi la palette des options de financement et proposent notamment des prêts à long terme aux gros emprunteurs, lesquels fournissent des biens et des services clés et sont généralement les principaux employeurs du pays. Les services bancaires pour les particuliers ont aussi été radicalement modifiés, et les prêts et les dépôts bancaires sont en pleine expansion.

Les banques qui bénéficient du soutien de la MIGA sont le moteur de cette évolution. HVB Central Profit Bank, qui a repris une banque locale en faillite avec le concours de la MIGA, est maintenant un leader sur le marché des nouveaux produits et services. Elle a provoqué récemment la ruée des emprunteurs en introduisant un nouveau prêt personnel à faible taux d'intérêt qui n'exige pas d'autres signataires. Dans les semaines qui ont suivi la présentation du produit aux consommateurs, des emprunteurs impatients avaient reçu KM 15 millions (environ 7 millions d'euros) de nouveaux prêts, un chiffre largement supérieur à celui anticipé par la banque.

Les prêts aux particuliers, qui constituent l'élément central du portefeuille de HVB, aident habituellement à financer la reconstruction des biens immobiliers endommagés durant la guerre. Mais la demande de prêts hypothécaires est actuellement en hausse, de même que la construction de nouveaux logements, qui est un moteur puissant de la croissance économique. Les taux d'impayés étant bas et ses produits de plus en plus demandés, la banque a découvert là un moyen de s'assurer une solide source de revenus tout en contribuant à la croissance et à la stabilisation d'une économie qui était en ruine il y a à peine quelques années.

Les garanties de la MIGA ont également joué un rôle essentiel dans l'engagement de la Raiffeisen Zentralbank en Bosnie. Lorsque cette banque autrichienne a commencé à investir dans le pays, rares étaient les autres banques opérant sur place. Aujourd'hui, RZB est la première banque de Bosnie et compte KM 2 milliards d'actifs, 424 000 clients et 66 agences.

L'un des principaux clients de RZB et un acteur essentiel de la vie quotidienne des habitants de Sarajevo est Gras, la régie de transport en commun, qui transporte près de un demi million de passagers par jour. Les dommages occasionnés aux actifs de la régie durant la guerre sont importants, de l'ordre de quelque KM 100 millions. RZB appuie les plans de réparation et de modernisation de la compagnie, y compris le remplacement en cours des véhicules qui ont généralement une durée de vie de 10 ans, la mise en service d'autobus fonctionnant au gaz naturel et l'installation de voies supplémentaires pour les tramways. La société Gras a reçu jusqu'ici KM 20 millions de prêts de RZB garantis par la MIGA. « Tous ces projets sont nécessaires pour la ville de Sarajevo », explique Todorovic Predrag, directeur technique adjoint de la régie. « Ces prêts sont le seul moyen de redresser durablement la situation et de moderniser le parc de la compagnie. »

Maintenant qu'elles ont accès au crédit commercial et à d'autres services bancaires et que le secteur est stable, d'autres sociétés ont entrepris de se développer. Grâce à cette dynamique, qui contribue à créer des emplois et à remplir les caisses de l'État, le pays pourra continuer de remettre en état ses infrastructures et d'améliorer ses services.

Malgré son fort potentiel, la Bosnie n'a pas encore réussi à attirer les investissements étrangers dans d'autres secteurs. Les investisseurs évoquent certains obstacles, comme un processus d'immatriculation des entreprises onéreux, un cadre réglementaire complexe et incohérent, et des coûts de main-d'œuvre élevés. Des réformes importantes sont pourtant en chantier. C'est ainsi que le pays mettra en place un nouveau système de taxe sur la valeur ajoutée en 2006. La Banque mondiale assure par ailleurs une fonction de conseil auprès des pouvoirs publics pour les aider à mettre en œuvre d'autres réformes qui influent sur le climat de l'investissement. Et un programme a été entrepris pour privatiser les services d'utilité publique, qui coûtent cher à

l'utilisateur final et alourdissent les charges d'exploitation des entreprises. Ces réformes, ainsi que les possibilités offertes par un secteur bancaire pleinement opérationnel, sont des éléments qui peuvent grandement contribuer à accroître les investissements étrangers dans le pays.

## Le cas du Mozambique

C'est l'histoire d'un pays qui a su résister et faire renaître l'esprit d'entreprise. Le cas du Mozambique illustre la manière dont l'investissement étranger — et la confiance que cette activité suscite — peut enclencher une dynamique de changement tangible et durable et assurer l'amélioration permanente de la qualité de vie des citoyens. C'est aussi l'histoire de la MIGA dans un autre pays pionnier.

La guerre civile prolongée qui a ravagé le Mozambique de 1977 à 1992 est l'un des nombreux conflits à avoir laissé des cicatrices sur le continent africain. Le conflit qui a ravagé ce pays, l'un des plus pauvres au monde déjà avant la guerre, a encore détérioré les indicateurs économiques et sociaux, notamment l'espérance de vie. Et le peu d'activité commerciale formelle qui existait a été quasiment réduit à néant.

Au sortir de la guerre, le nouveau gouvernement s'est employé activement à promulguer de nouvelles lois et à réformer les anciennes, en appliquant strictement la législation en place pour montrer l'exemple. À la faveur de ces changements progressifs et du renforcement de la stabilité politique, les investisseurs — et le monde en général — ont commencé à voir le Mozambique non plus seulement comme le lieu d'un conflit qui hantait toujours les mémoires, mais comme un pays offrant des opportunités. En effet, le Mozambique, richement doté en ressources naturelles et jouissant d'un climat idéal pour l'agriculture, offre d'énormes possibilités commerciales aux investisseurs qui savent en tirer parti.

## En bref

### La MIGA en Bosnie et au Mozambique

Depuis sa création, la MIGA a émis 32 garanties représentant un montant total de 335 millions de dollars à l'appui de projets en Bosnie. Ce pays est actuellement classé huitième si l'on considère le montant des engagements de l'Agence dans un même pays. Les IED vers ce pays ont représenté 438,6 millions de dollars en 2004.

Le Mozambique arrive en sixième position du point de vue des garanties émises. À ce jour, la MIGA a émis 27 contrats au titre de projets dans le pays, représentant un montant total de 423 millions de dollars de garanties. Les IED à destination du pays ont représenté 337 millions de dollars en 2003.





Un investissement étranger soigneusement structuré pour appuyer l'ambitieux projet de fonderie d'aluminium de Mozal a commencé à revigorer une économie dévastée. La MIGA a participé au projet, le plus gros investissement étranger jamais réalisé dans le pays, en fournissant une garantie de 40 millions de dollars à la société Industrial Development Corporation (IDC) of South Africa Ltd. Avec l'aide du Groupe de la Banque mondiale, le projet a envoyé un signal fort aux autres investisseurs, en montrant que le Mozambique était non seulement prêt à travailler, mais qu'il offrait également des opportunités commerciales viables. Le projet de Mozal a aussi favorisé le développement d'un réseau de petits fournisseurs locaux, tout en fournissant le type d'appui social, environnemental et éducatif qui contribue à une croissance durable et à l'amélioration de la qualité de vie.

Encouragée par le succès de ce projet qui suit son cours, la MIGA a reporté son attention sur un autre secteur prometteur pour le pays. Une garantie émise par la MIGA durant l'exercice 01 a facilité la remise en état de la plus grande exploitation sucrière du Mozambique, créant ainsi des milliers d'emplois et procurant des avantages socioéconomiques importants à la région Marromeu



sous-développée. L'Agence a accordé au « Groupe Sena », un consortium de sociétés mauriciennes, et à la société Industrial Development Corporation of South Africa Ltd. une garantie de 65 millions de dollars couvrant leur prise de participation, un contrat de gestion et d'assistance technique et un prêt pour financer le projet.

Ce projet, situé sur le Zambèze, appuie la remise en état et la gestion de l'ancienne exploitation sucrière Sena, gravement endommagée pendant la guerre civile. L'investissement a jusqu'ici permis de produire chaque année environ 750 000 tonnes de sucre de canne, qui sont ensuite transformées pour être écoulées sur le marché domestique ou exportées.

L'exploitation est l'une des plus grandes entreprises de développement économique du pays et le principal employeur du nord du Mozambique, région qui n'attire généralement pas les IED. Le projet a procuré d'importants avantages à la population locale et à l'ensemble du pays. L'entreprise compte actuellement 5 000 employés, dont plus de la moitié sont des permanents travaillant à plein temps. Les résidents locaux ont vu leurs conditions de vie nettement s'améliorer grâce aux avantages sociaux dont ils bénéficient, notamment un revenu plus élevé qui permet aux parents d'envoyer leurs enfants à l'école, d'améliorer leur logement et d'acheter des bicyclettes. Les employés ont également accès à un petit dispensaire financé par le Groupe Sena, et l'hôpital de Beira, situé à proximité, reçoit gratuitement l'eau, l'électricité, du matériel et des médicaments, qui sont fournis par la société. Le Groupe Sena a également aménagé un système d'approvisionnement en eau pour la communauté, installé un générateur électrique et construit une raffinerie. L'investisseur a également remis en état une école qui fonctionne 24 heures sur 24 pour dispenser un enseignement en alternance sur trois sessions. Les bâtiments qui ne sont pas utilisés par la société sont mis gratuitement à la disposition d'autres entités, dont une ONG qui accueille des orphelins du VIH et un commissariat de police. Le Groupe Sena continue d'assurer tous les frais de réparation et d'entretien.

Ce projet ne représente qu'une faible partie des engagements de la MIGA au Mozambique. L'Agence protège en effet des investissements dans toute une gamme de secteurs, notamment les industries extractives, le pétrole et le gaz, le secteur manufacturier, l'agroalimentaire, le tourisme, l'infrastructure et les services financiers.

La MIGA s'efforce également d'aider le pays à faire connaître les possibilités d'investissement qu'il offre. C'est ainsi que l'Agence appuie l'action menée par le Centre de promotion des investissements au Mozambique pour attirer les investissements étrangers directs et renforcer les liens avec les entreprises locales. Elle apporte un appui à cet effet sous diverses formes, que ce soit en fournissant des conseils pour faciliter la mise en place d'une zone franche, en conduisant une analyse du secteur du tourisme ou en lançant une étude comparative des entreprises.



Aujourd'hui, le sort des Mozambicains s'améliore, ce qui témoigne de leur résistance et de leur dynamisme, et de l'impact positif que peut avoir la promotion de l'investissement et le montage attentif d'investissements étrangers conçus pour servir à la fois l'intérêt commercial de l'investisseur et les priorités de développement du pays d'accueil.

### Afghanistan : Reconstruire un pays et son infrastructure

Demandez aux investisseurs de citer les dix pays offrant les meilleures possibilités d'investissement et l'Afghanistan, ravagé par des décennies de guerre et de conflit, ne figurera sans doute pas sur la liste. Après tout, la majeure partie de l'infrastructure du pays a été détruite. La situation politique reste incertaine. Les marchés financiers y sont embryonnaires. Et le cadre juridique et réglementaire nécessaire au bon fonctionnement de l'économie s'y dessine à peine. Maintenant que le pays s'attèle à la lourde tâche qui consiste à reconstruire son économie, la MIGA contribue de manière essentielle au soutien progressif fourni au pays, en collaboration étroite avec d'autres services du Groupe de la Banque mondiale.



Pour attirer davantage d'investissements, l'Agence encourage les réformes qui rendront le pays plus attrayant pour les investisseurs privés. La MIGA collabore avec l'Agence nationale de promotion des investissements pour la doter des moyens de travailler efficacement avec les investisseurs étrangers, en s'employant à faire connaître les possibilités d'investissement dans des secteurs cibles. Il s'agit de repérer les lacunes des politiques publiques et de voir si de nouvelles lois ou des réformes réglementaires permettraient d'améliorer le climat de l'investissement, toujours dans le but d'attirer les investissements dont l'infrastructure industrielle et d'autres secteurs ont tant besoin. Les conseils de la MIGA aident également les responsables afghans à mieux appréhender les types de mesures qui leur permettraient le mieux d'attirer les investissements qui les intéressent.

Ces services d'assistance technique complètent le nouveau mécanisme de garantie des investissements conçu pour atténuer les craintes des investisseurs qui souhaitent tirer parti des opportunités commerciales offertes par le pays, mais qui s'inquiètent des risques politiques y afférents. Le Mécanisme de garantie des investissements en Afghanistan, qui est administré par la MIGA, atténuera les principaux risques auxquels s'exposent les investisseurs étrangers en assurant leurs investissements contre le risque politique et en encourageant les partenariats avec des entreprises locales.